



NOUVEAUX REGARDS SUR L'ASIE

Une perspective nouvelle sur l'Asie et la diversité de ses enjeux et de ses cultures, mêlant regards d'experts et d'acteurs de haut niveau.

GALA DE LA FONDATION

Le Gala de la Fondation France-Asie se déroulera le **20 mai 2025** au théâtre national de l'Opéra-Comique.



[Réserver une place](#)

SOMMAIRE

p.5 **Entretien Nouveaux Regards**

Katia Buffetrille,
Ethnologue, tibétologue et ingénieure
de recherche

p.9 **L'Asie du Nord-Est dans l'attente de Trump**

Yo-Jung CHEN,
Ancien diplomate français

p.16 **Où va la Thaïlande ?**

Yves Carmona,
Ancien diplomate français

ÉDITORIAL

par **Jean-Raphaël Peytregnet**

Directeur de la rédaction, ancien diplomate français

Mis à part la Chine de Xi Jinping qui s'est vu imposer successivement en février et en mars 2025 par l'administration Trump deux trains successifs de sanctions tarifaires (10 + 10 %) justifiées selon Washington par l'inaction des autorités chinoises à prendre les mesures adéquates pour mettre un frein à l'introduction de produits opioïdes, tels que le fentanyl, aux États-Unis (voir l'article d'Emmanuel Véron paru dans notre numéro de mars), les pays d'Asie ont été jusqu'à présent relativement épargnés des menaces de rétorsion aux allures de chantage proférées tous azimuts par le 47ème président des États-Unis. [1]

Il n'est toutefois pas impossible que le président-homme d'affaires en vienne aussi à s'en prendre aux autres pays d'Asie, en premier lieu au Vietnam, à Taïwan et à la Thaïlande qui dégagent les plus importants excédents commerciaux au travers de leurs exportations (mesurées en % de leur PIB) en direction des États-Unis.[2]

Pour l'heure, Donald Trump semble donner la priorité à la Chine, sa plus grande rivale, en poussant plus avant le découplage avec la 2ème économie mondiale.

Il est ainsi passé à la vitesse supérieure en s'attaquant aux investissements qui profitent à Pékin dans sa quête d'imposer à l'horizon, certes encore lointain, de 2049 (100ème anniversaire de la fondation de la RPC), sa suprématie mondiale, en remplacement de celle, actuelle, des États-Unis.

En témoigne, le Mémorandum (America First

Investment) adressé le 21 février 2025 par le président des États-Unis à tous les départements concernés de l'Administration américaine dont certaines dispositions sont susceptibles d'affecter les investisseurs américains ou même étrangers, « qui ne se distancieraient pas des pratiques prédatrices d'investissement et d'acquisition de technologies conduites par la Chine », ici qualifiée (au même titre que les Régions Administratives spéciales de Hong Kong et de Macao) de « foreign adversary » (au même titre que Cuba, l'Iran, la Corée du Nord, la Fédération russe et le Venezuela).[3]

Sont entre autres concernés, les investissements dans les secteurs chinois des semi-conducteurs, de l'intelligence artificielle, du quantique, des biotechnologies, de l'hypersonique, de l'aérospatial, et de l'énergie dirigée (tels que lasers et micro-ondes).

On le voit bien, c'est le complexe militaro-industriel chinois avec ses avancées spectaculaires enregistrées au cours des dernières décennies qui est ici visé. De même qu'il s'agit pour Donald Trump de restreindre sur le sol américain les investissements des « personnes affiliées à la République Populaire de Chine » dans les domaines des technologies, des infrastructures critiques, des soins de santé, de l'agriculture, de l'énergie, des matières premières, et « autres secteurs stratégiques ».

Le président américain pourrait ne pas s'arrêter là, et suspendre ou mettre fin à, comme il l'indique dans ce Mémoire, l'accord bilatéral de 1984 (également signé par la France à la même date avec la RPC) en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, « considérant que cet accord au même titre que l'admission de la Chine à l'OMC et l'engagement connexe des États-Unis d'accorder sans conditions à Pékin le traitement de la nation la plus favorisée pour ses biens et ses services ont conduit à la désindustrialisation des États-Unis et à la modernisation technologique de l'armée chinoise. »

Là encore, la menace du rattrapage (voire du dépassement) technologico-militaire des États-Unis par la Chine est dans tous les esprits des stratèges américains. Même si Pékin ne se laisse pas impressionner, il n'empêche que les mesures américaines prises à son endroit ne sont pas faites pour l'arranger à l'heure où la Chine ne parvient

pas à relancer son économie depuis la pandémie de Covid-19, traînant toujours derrière elle une crise majeure du secteur immobilier, une consommation atone et un taux de chômage particulièrement élevé chez les jeunes mais pas seulement (les quadras et les quinquagénaires employés dans les entreprises étrangères, notamment américaines, en Chine sont également touchés).

Le président américain ne s'est du reste pas privé d'appuyer là où ça fait mal en prenant prétexte de la Covid-19 « venue de Wuhan, Chine », pour justifier sa décision annoncée le 20 janvier 2025 de sortir les États-Unis de l'OMS, l'Organisation s'étant rendue coupable à ses yeux de sa mauvaise gestion de la pandémie.

Les quelque 110 000 réfugiés birmans répartis dans une dizaine de camps le long de la frontière thaïlandaise souffriront quant à eux de la décision de l'administration Trump de geler pour trois mois ses aides à l'étranger. Avec ses 57 millions d'habitants, la Birmanie était en effet jusqu'à ces dernières années le premier bénéficiaire en Asie des contributions de l'USAID (238 millions USD en 2024, dont 114 millions accordés au « Plan de réponse humanitaire 2024 » du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, UNUHA).[4]

Quant aux alliés asiatiques des États-Unis (Japon, Corée du Sud, Taiwan, Philippines) dont la sécurité face à la puissance chinoise dépend de Washington, ceux-ci ne sont pas sans s'interroger sur la fiabilité de la capitale américaine à leur égard, en matière de défense de leurs intérêts géopolitiques et stratégiques, après le revirement de Donald Trump sur la question ukrainienne dans un contexte international particulièrement tendu et qui concerne également leur région avec la guerre commerciale ravivée par la nouvelle administration trumpienne avec la Chine, laquelle ne peut que les impacter.

Bien que partenaire du Quad (Dialogue Quadrilatéral pour la sécurité), l'Inde, dont il est vrai que les droits de douane figurent parmi les plus élevés au monde, se voit nommément accusée de « pratiques commerciales déloyales » (au même titre que le Brésil et l'Union Européenne) dans le décret présidentiel du 13 février 2025 sans qu'il soit annoncé à ce stade l'application de mesures de rétorsion à son égard.[5]

Simple coïncidence de calendrier ? Il se trouve que deux semaines après la publication de ce décret, Delhi accueillait la présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen et le Collège des Commissaires de l'U.E. dans le but d'amorcer « des discussions approfondies » pour « renforcer davantage » leur partenariat stratégique, ainsi que le rapportait sans doute intentionnellement sur la plateforme « X » d'Elon Musk, le ministre des Affaires étrangères Subrahmanyam Jaishankar. Dans le même temps, les deux parties ont manifesté leur volonté d'accélérer leurs discussions pour trouver un accord de libre-échange d'ici la fin de l'année. Une manière pour Bruxelles et la capitale indienne de rendre la monnaie de sa pièce au président-homme d'affaires américain ?

Quant au plus important allié des États-Unis dans la région, à savoir Tokyo, la capitale nipponne, la plus menacée avec Taïwan par l'expansionnisme chinois, a fait preuve jusqu'à présent d'un attentisme distancié mais non dépourvu d'appréhension. Ainsi répondant à une question à la Chambre basse sur l'altercation à la Maison Blanche entre Trump/Vance et le président Volodymyr Zelensky, le Premier ministre Shigeru Ishiba déclarait que son gouvernement n'avait pas l'intention de prendre parti.

Pour le nouveau chef de gouvernement, reconnu pour son expertise dans le domaine de la Défense, mais en position de fragilité au sein de son propre parti, le PLD (Parti Libéral-Démocrate), le plus important était de maintenir l'unité au sein du G7 (d'où Moscou sera exclue dans le format G7 + 1 puis G8 après son annexion de la Crimée en 2014). Le ministre des Affaires étrangères, Takeshi Iwaya (ministre de la Défense de 2018 à 2019), se refusait pour sa part à tout commentaire sur la suspension de l'aide américaine (depuis rétablie) à l'Ukraine, faisant valoir, diplomate on ne peut moins courageux : « la fluidité de la situation »...[6]

Après la déclaration de la Loi martiale rapidement avortée du président élu Yoon Suk Yeol ayant conduit à son arrestation puis à sa libération conditionnelle (la Cour constitutionnelle a validé ce 4 avril, à l'unanimité la motion de destitution votée par l'Assemblée nationale en décembre 2024, démettant ainsi effectivement le président sud-coréen de ses fonctions et entraînant une présidentielle anticipée sous soixante jours), l'actuel président par intérim de la Corée du Sud a exhorté le 7 mars les ministres du

gouvernement à continuer de travailler avec les États-Unis « pour éviter tout impact négatif » sur la coopération scientifique, technologique et énergétique après que le Département d'État américain a désigné son allié comme un pays « sensible ». Le revirement de Donald Trump à l'égard de ses alliés a en effet amené Séoul dans la situation politique confuse qu'elle traverse, à parler de l'éventualité de développer ses propres capacités d'armements nucléaires, face à la menace toujours plus insistante de son voisin nord-coréen, seul véritable allié de Pékin et qui s'est depuis nettement rapproché de Moscou, en envoyant ses troupes combattre aux côtés des Russes en Ukraine en échange d'une aide technologique dans le développement de ses capacités balistiques pouvant emporter des charges nucléaires.

S'agissant de Taïwan, son président démocratiquement élu, William Lai (Ching-te) a promis (le couteau sous la gorge) que son pays allait « étendre ses investissements et ses achats aux États-Unis afin d'encourager un équilibre commercial entre les deux pays », à la suite des menaces de possibles droits de douane américains sur les puces électroniques hautement performantes que l'île fabrique. Cet engagement est loin de pouvoir être réalisé, le Parti DPP (Democratic Progressive Party) du président ne disposant pas en l'état actuel d'une majorité au sein de l'organe (Yuan) législatif taïwanais.

Une perspective plus inquiétante se présente même désormais à des alliés de première ligne comme les Philippines : l'ascension au pouvoir aux États-Unis de figures isolationnistes qui prônent ouvertement une nouvelle entente stratégique, voire un « grand compromis », avec Pékin. Trump lui-même a tendu la main à plusieurs reprises à ses (théoriques) principaux adversaires (Moscou, Pékin et Pyongyang) et a ouvertement salué un éventuel « G2 » avec la Chine. Dès lors, Manille anticipe des changements dans la dynamique interne de l'alliance.

L'approche transactionnelle de Trump pourrait en effet entraîner des discussions sur le partage des charges, notamment en ce qui concerne les garanties et les moyens de défense de l'archipel.

On se rappellera que dans une initiative sans précédent, Trump a invité à son investiture Xi Jinping (qui a délégué à sa place le Vice-président Han Zheng), tout en annulant l'interdiction de l'application TikTok, malgré la

vive opposition de ses alliés républicains. Et d'écrire sur le réseau social de son ami Elon Musk quelques heures avant de retrouver son fauteuil à la Maison Blanche : « J'espère que nous résoudrons de nombreux problèmes ensemble avec la Chine, et ce, immédiatement. Nous avons discuté de l'équilibre commercial, du fentanyl, de TikTok (l'équivalent de Douyin en Chine) et de bien d'autres sujets ». Puis ajoutant au sujet de son appel téléphonique avant son investiture : « Le président Xi et moi ferons tout notre possible pour rendre le monde plus pacifique et plus sûr ».

Voilà les alliés occidentaux et asiatiques de l'Amérique rassurés, si l'on peut dire...

[1] Situation mise à jour : le 2 avril 2025, le président américain Donald Trump a annoncé une hausse de 34% des droits de douane sur les produits chinois importés aux États-Unis. Cela s'ajoute aux 20% déjà en vigueur, portant ainsi la hausse tarifaire totale imposée à la Chine à 54 %, donc proche des 60 % qu'il avait annoncés avant même son retour à la Maison Blanche. La Chine a alors répondu le 4 avril en augmentant à son tour de 34% les droits de douane sur les produits américains.

[2] Voir Patturaja Murugaboopaathy, Gauva Dogra, « Asian countries in the crosshairs of Trump's tariffs », Reuters, March 7, 2025, <https://www.reuters.com/markets/asia/asian-countries-cross-hairs-trump-tariffs-2025-03-06/>

[3] <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/2025/02/america-first-investment-policy/>

[4] Une participation américaine cependant inférieure à l'ensemble des aides apportées par l'Union Européenne et des pays européens (Royaume Uni).

[5] <https://www.whitehouse.gov/fact-sheets/2025/02/fact-sheet-president-donald-j-trump-announces-fair-and-reciprocal-plan-on-trade/>

[6] Voir l'article du correspondant du journal Le Monde à Tokyo, Philippe Pons, publié le 5 mars 2025, « En Asie du Nord-Est, les alliés des États-Unis sur le qui-vive ».



Jean-Raphaël Peytregnet

Diplomate de carrière après s'être consacré à la sinologie en France puis à l'aide au développement au titre d'expert international de l'UNESCO au Laos (1988-1991), Jean-Raphaël Peytregnet a, entre autres, occupé les fonctions de consul général de France à Canton (2007-2011) et à Pékin (2014-2018) ainsi qu'à Mumbai/Bombay de 2011 à 2014. Il était responsable de l'Asie au Centre d'Analyse, de Prospective et de Stratégie (CAPS) rattaché au cabinet du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères (2018-2021) puis enfin Conseiller spécial du Directeur d'Asie-Océanie (2021-2023).



Entretien Nouveaux Regards

Katia Buffetrille, ethnologue, tibétologue et ingénieur de recherche

Propos recueillis par Jean-Raphaël Peytregnet

Jean-Raphaël Peytregnet : Ethnologue et tibétologue, vous êtes spécialiste de la culture tibétaine à la fois ancienne et moderne. Quelle est la situation aujourd'hui de cette « Région autonome du Tibet » (RAT), telle qu'elle a été administrativement découpée par Pékin, au même titre que celles du Ningxia, de Mongolie intérieure, ouïghoure du Xinjiang et Zhuang du Guangxi ?

Katia Buffetrille : La Région autonome du Tibet, fondée en 1965, n'a rien « d'autonome » car elle est totalement dépendante des financements et des décisions du gouvernement central. Depuis l'accession au pouvoir de Xi Jinping en 2012, le contrôle du Parti Communiste Chinois s'est considérablement renforcé dans tout le Tibet et particulièrement dans cette région.

La nomination de Chen Quanguo, ancien militaire, secrétaire du Parti de la RAT de 2011 à 2016, y est pour beaucoup. Il est à l'origine d'un système de surveillance particulièrement performant et intrusif qui s'est renforcé au fil des ans avec les progrès technologiques.

À cela, il faut ajouter un nombre de migrants Han qui ne fait qu'augmenter dans la RAT et qui est un des éléments de la sinisation que connaît le Tibet actuellement. Lors de ma dernière visite à Lhassa en 2024, j'ai été frappée par l'accroissement considérable de la population d'ethnie han par rapport à ce que j'avais connu en 2017, par la sinisation de l'espace : drapeau chinois sur toutes les maisons et édifices, religieux ou non, et le long des routes, l'installation en 2019 de pavillons chinois sur les stèles érigées devant le temple du Jokhang à Lhassa, dont l'une datant de 821/822 porte le traité de paix entre l'empire

tibétain (VII-IX siècle) et l'empire Tang, la désacralisation des lieux religieux avec, par exemple, l'installation d'un restaurant KFC (Kentucky Fried Chicken) et d'un Pizza Hut le long du Barkor, le chemin de circumambulation qui entoure le temple du Jokhang, le temple le plus sacré du Tibet et l'utilisation de symboles religieux à des fins décoratives et touristiques : moulins à prières dans les gares ou autre lieu inapproprié, ou stupas le long des routes.

Quelle est l'origine du mot « Tibet » ? Comment les Tibétains eux-mêmes dénomment-ils leur terre ancestrale ?

Les Tibétains appellent leur pays Bö (Bod). Le nom Tibet semble avoir été emprunté au persan (Tibbat, Tibit, Tibbet) ou au mongol (Töböt). Ces formes persanes seraient basées sur la forme arabe Tubbat que l'on trouve dans des textes dès le IX^e siècle, elle-même héritée peut-être du sogdien 'Topet'. Le nom Tibet apparaît dès les XI^e-XIII^e siècles dans les écrits de Jean de Plan Carpin (1180-1252), Guillaume de Rubrouk (1215-1295) ou Marco Polo (1254-1324). En remontant encore plus loin, on trouve Töpüt dans des inscriptions turques du VIII^e siècle. Des chercheurs (Louis Bazin et James Hamilton) pensent que ces différents noms, qu'ils associent au turc töpā signifiant « sommet, hauteur », sont d'origine turco-mongole. Ils se seraient répandus par l'intermédiaire des Tuyuhun, un peuple appartenant au groupe linguistique turco-mongol, qui vivait entre le IV^e et le VII^e siècle à l'interface des mondes chinois, turc et tibétain.

Les écrivains chinois contemporains utilisent le terme Tubo. De manière surprenante, ce terme Tubo a été utilisé au Musée Guimet dans le contexte de l'exposition sur « La

Chine des Tang ». A l'époque Tang, les Chinois appelaient le Tibet Tufan, un terme qui aurait été prononcé Tubo d'après une lecture moderne. Pourtant, cette affirmation a été réfutée dès 1915 par le grand sinologue Paul Pelliot (1878-1945). Cette appellation, encore utilisée en République populaire de Chine pour parler de l'empire tibétain, lui permet de dissocier les Tibétains d'aujourd'hui de leur prestigieux passé impérial.

Le Musée Guimet avait montré en 2024 qu'il désirait se plier au diktat de la Chine en changeant l'appellation des salles d'exposition « Tibet-Népal » au profit d'un vague « Monde himalayen », une appellation qu'aucun scientifique sérieux n'utiliserait pour désigner le Tibet mais qui a l'avantage d'éviter le terme Tibet honni des autorités chinoises puisqu'il renvoie à un pays et à un peuple totalement distincts sur les plans culturel, linguistique, religieux, des Han, l'ethnie majoritaire à 92 % en République populaire de Chine.

Tout comme les Chinois exigeaient de Bertrand Guillet, directeur du musée de Nantes, que les termes « Gengis Khan, empire et mongol » ne soient pas utilisés dans l'exposition sur Gengis Khan en échange de prêts d'objets, on peut penser que des demandes de même type ont été faites auprès du Musée Guimet.

Mais alors que l'on observait, au musée Guimet, la disparition du terme Tibet au moment même où débutait l'année de commémoration des 60 ans de l'établissement des relations franco-chinoises marquée par quatre expositions sur la Chine avec prêt d'objets, le musée de Nantes, lui, avait renoncé à sa collaboration avec la Chine afin de respecter les « valeurs humaines, scientifiques et déontologiques » défendues par l'Institution. Cependant, en 2024, une magnifique exposition sur « Gengis Khan et la naissance de l'empire mongol » était organisée au musée de Nantes avec des objets provenant des collections nationales de Mongolie, de grands musées européens et des collections privées.

L'emploi de Tubo dans l'exposition sur les Tang est un moyen d'éviter de parler d'empire tibétain. L'absence de toute carte participe à cette confusion. Tout est fait dans cette exposition pour faire oublier que l'empire tibétain rivalisait en puissance avec l'empire Tang et que ce dernier le

ménageait grâce à une politique de cadeaux et d'alliances matrimoniales.

Le terme Tubo est inconnu du grand public et connu des seuls spécialistes. Cela permet de l'utiliser, dans cette exposition, pour désigner un peuple, une époque, un style ou une culture. Ainsi, certains cartels portent la mention : « Dynastie Tang, époque tubo », laissant croire que Tubo réfère à une période de la dynastie Tang. Le but est de conduire les visiteurs à penser que ces « Tubo » étaient sous la dépendance des Tang. Le même processus est utilisé en ce qui concerne le Turkestan oriental afin de faire croire que les Ouïghours étaient également sous la dépendance des Tang, ce qui est historiquement faux. Cela s'appelle réécrire l'histoire pour coller au nouveau narratif chinois.

Le terme chinois pour désigner la Région autonome du Tibet est Xizang. Il apparaît dans les sources chinoises sous la dynastie mandchoue des Qing (1644-1912). Les Tibétains n'utilisent jamais ce terme lorsqu'ils parlent tibétain. Son emploi a été réclamé en 2023 par des chercheurs chinois lors d'un colloque à Pékin. Depuis, toutes les revues chinoises en langues occidentales l'emploient et la Chine cherche à l'imposer également à l'étranger.

Que faut-il entendre par « Tibet historique » ou « Grand Tibet », termes auxquels le peuple tibétain semble très attaché ?

Le Tibet recouvre pour les Tibétains les trois provinces du Ütsang (Tibet central) Kham (province orientale) et Amdo (province nord-est). De 1642 au soulèvement de Lhasa de 1959, le gouvernement des Dalaï-lamas, appelé Ganden phodrang, régnait sur un territoire qui correspond à peu près à celui de la Région autonome du Tibet. Les régions du Kham et de l'Amdo connaissaient traditionnellement des organisations politiques diverses : royaumes, chefferies sous l'autorité de religieux ou de rois laïcs. Cependant, tous regardaient vers Lhasa, où vivait le Dalaï-lama car, ainsi que l'exprime un dicton célèbre : « Ne pas aller en pèlerinage à Lhasa, c'est n'être qu'à moitié humain ».

Ce territoire immense, 2 500 000 km², un quart de la RPC, avait une faible densité de population, environ 6 millions de Tibétains. Si les identités locales étaient fortes, le bouddhisme, une culture bien spécifique,



une langue savante écrite commune, une même mythologie et une même histoire donnaient à la population de l'immense plateau tibétain le sentiment d'appartenir à un ensemble partageant un grand nombre de traits identitaires.

Il est vrai que la dynastie mandchoue des Qing a mis progressivement en place, au cours du XVIII^e siècle une forme de protectorat sur le gouvernement des dalaï-lamas, avec un contrôle plus ou moins effectif ou nominal selon les périodes. Mais le gouvernement tibétain était toujours en place et les dirigeants du pays sont restés, dans une très large mesure, tibétains.

En 1979, Deng Xiaoping invita à Pékin, Gyalo Thondup, le deuxième frère aîné de Sa Sainteté le Dalaï-lama, et lui indiqua à cette occasion qu'hormis l'indépendance du Tibet, toutes les autres questions concernant cette région pouvaient être discutées et les problèmes résolus. Deng proposa que le Dalaï-Lama envoie des délégations d'enquête au Tibet afin d'observer les conditions de vie des Tibétains. Le 14 mars 1980, se tint à Pékin le premier Forum de travail sur le Tibet organisé par le Secrétariat du Comité central du PCC, sous la présidence de son Secrétaire général d'alors, Hu Yaobang. Le mois suivant eut lieu la première tournée d'inspection au Tibet par une délégation tibétaine. Suivront quatre autres missions d'enquête entre 1979 et 1985 et deux délégations de pourparlers (juillet 1980 et octobre 1984) conduites par Lobsang Samten, un autre frère aîné du Dalaï-Lama à Pékin. Après cette date, un canal de communication entre Dharamsala et Pékin a été maintenu mais il semble que le dialogue entre les autorités chinoises et tibétaines soit au point mort depuis 2010. Quels sont les points bloquants qui empêchent ces discussions d'avancer du côté chinois comme tibétain ?

L'élément problématique des discussions est que les Chinois ne veulent parler que du statut du Dalaï-lama. En 1988, le hiérarque a annoncé, dans un discours au Parlement européen à Strasbourg, renoncer à l'indépendance du Tibet pour une autonomie réelle de toutes les zones tibétaines à l'intérieur de la République populaire de Chine, dans le cadre de la constitution chinoise. Cette revendication paraît tout à fait irréalisable dans le contexte de la politique actuelle menée par le président Xi Jinping. Il est vrai que certains membres de l'administration tibétaine ont

dit qu'il existait de nos jours encore des canaux de discussions mais rien n'a été officiellement dit sur la teneur d'éventuelles discussions.

Pékin déploie depuis 2014 une politique assimilationniste théorisée par certains chercheurs. Pour ces derniers, l'avenir de la Chine repose sur une « nation chinoise » (zhonghua minzu) unique, dans laquelle les lois seraient identiques pour tous, Han et non-Han, où il n'y aurait plus de régime d'autonomie accordé aux régions non-han, ni de mention de « nationalités » (minzu) sur les cartes d'identité. Ils rêvent d'une Chine totalement chinoise dans laquelle Han et non-Han ne formeraient qu'une même nation chinoise.

Sa Sainteté le XIV^{ème} Dalaï-lama, Tenzin Gyatso, approche de l'âge vénérable de 90 ans (il est né le 6 juillet 1935 dans un village situé dans la province du Qinghai, l'ancien Amdo tibétain). Se pose la question de sa succession, bien qu'il ait prédit à au moins deux reprises qu'il vivrait jusqu'à l'âge de 113 ans, ce que l'on ne peut que lui souhaiter. Comment envisage-t-il sa succession après qu'il a renoncé à son autorité temporelle en 2011 au profit du gouvernement tibétain en exil installé à Dharamsala, dans l'État indien de l'Arunachal Pradesh, pour ne conserver que son autorité spirituelle ?

Le Dalaï-lama a effectivement dit plusieurs fois qu'il vivrait jusqu'à 110 ou 113 ans. Selon certains chercheurs, ce serait une manière de dire aux autorités chinoises : c'est avec moi qu'il faut discuter. Il a également affirmé à différentes reprises que lorsqu'il arriverait à 90 ans, il annoncerait si et où il se réincarnerait. Or, il vient d'écrire un livre dans lequel il dit clairement que sa réincarnation naîtra dans le monde libre, donc hors de Chine et hors du Tibet occupé.

Il est souvent difficile pour les Occidentaux de comprendre l'importance qu'a le hiérarque pour son peuple. Pour les Tibétains, le Dalaï-lama est l'émanation d'Avalokiteshvara, le bodhisattva protecteur du Tibet.

Il est fort probable que les autorités chinoises craignent des troubles au moment du décès du Dalaï-lama. On peut se demander si l'envoi de cadres han un peu partout dans les villes et les villages n'a pas pour but d'éviter des débordements à ce moment.



Je ne doute pas pour ma part que les autorités chinoises nommeront leur propre Dalai-lama, comme elles l'ont fait pour le Panchen-lama (le deuxième plus grand chef spirituel du bouddhisme tibétain). Cela a été annoncé de multiples fois et les autorités chinoises cherchent, dès à présent, à convaincre les pays étrangers d'accepter leur choix.



Katia Buffetrille

Katia BUFFETRILLE est ethnologue et tibétologue. Elle étudie depuis trente-cinq ans les rituels « populaires », particulièrement les pèlerinages autour des montagnes sacrées et les changements qu'ils connaissent au sein de la RPC. Ses intérêts portent également sur les phénomènes 'bouddhiques' actuels (immolations, végétarisme) et les relations sino-tibétaines. Elle se rend régulièrement au Tibet pour plusieurs mois depuis 1985 et au Népal depuis 1974. Elle a publié de nombreux articles et livres dont L'âge d'or du Tibet : XVII^e et XVIII^e siècles. Belles Lettres, 2019.



Analyse

L'Asie du Nord-Est dans l'attente de Trump.

Par Yo-Jung CHEN

L'Asie du Nord-Est (Chine, Japon, les deux Corées, Taïwan, et, plus éloignée, Russie orientale) est une région ayant plus ou moins en partage l'influence de la culture chinoise. Malgré cette communauté culturelle, c'est une région profondément divisée, aujourd'hui encore, par les mémoires amères de la Deuxième Guerre mondiale et par les rivalités de la Guerre froide, tout en étant unie dans une croissance économique et technologique remarquable qui en fait, avec l'Asie du Sud-Est, le « nouveau centre du monde ».

Entretenu par une importante présence militaire américaine face aux pays communistes autoritaires (Chine, Corée du Nord) de la région, les antagonismes idéologiques et nationalistes persistants n'ont pas permis à la région d'évoluer au-delà des mentalités de la Guerre froide pour réaliser une intégration régionale du type de celles de l'UE ou de l'ASEAN.

L'Asie du Nord-Est est, sur le plan politique, profondément divisée selon une démarcation typique de l'affrontement Est-Ouest. D'un côté, l'alliance des régimes autocratiques (Chine, Corée du Nord, Russie) fait face aux alliés démocratiques de l'Amérique : Japon, Corée du Sud, Taïwan. Dans le contexte de cette rivalité politico-militaire persistante, les deux blocs, à l'exception de la Corée du Nord, participent à une constellation d'interdépendances économiques centrées sur le désormais incontournable dit « Empire du Milieu » (Zhongguo).

Cette Asie du Nord-Est s'attend aujourd'hui avec appréhension à voir son ordre géopolitique et géoéconomique bouleversé par le retour au pouvoir à la Maison Blanche d'un Donald Trump plus erratique, plus impulsif et plus intraitable que celui du premier mandat de 2016. D'autant plus que la nouvelle administration américaine a déjà laissé entendre que sa priorité géostratégique dorénavant ne serait plus le « Vieux Continent » mais l'Asie, avec un focus particulier sur la République Populaire de Chine, son plus grand rival.

L'inquiétude que partage l'ensemble de la région porte notamment sur un trait spécifique à Donald Trump et à certains

membres de sa nouvelle administration : s'il a désigné l'Asie comme le point focal de sa diplomatie, le 47ème président américain fait preuve d'une ignorance inquiétante des subtilités de cette région. En plus de l'incapacité de son équipe (son Secrétaire à la Défense, Pete Hegseth) de nommer un seul pays membre de l'ASEAN, cette inquiétude générale est confirmée par exemple par sa façon de s'offusquer de « l'inégalité de traitement au détriment de l'Amérique » constatée dans les dispositions du Traité de Sécurité nippo-américain (les Américains s'engagent à défendre le Japon mais les Japonais ne sont pas tenus de défendre l'Amérique en cas d'attaque). Le chef d'État américain fait là la preuve de son ignorance oubliant que c'est son propre pays qui avait dans les années 1950 imposé ce Traité au Japon par souci d'endiguer l'expansion du communisme en Asie.

Une mise en cause de ce Traité par son « auteur » même risque de remettre complètement en question la fondation sur laquelle repose la sécurité nationale du Japon depuis la fin de la Guerre du Pacifique. Par ailleurs, la manière de M. Trump de menacer de retirer les garnisons américaines au Japon et en Corée du Sud démontre également son ignorance quand c'est l'Amérique elle-même qui avait imposé le stationnement de ses troupes en Asie dans les années de la Guerre froide. Il semble ne pas savoir que ces déploiements des forces américaines servent plus les intérêts stratégiques de son propre pays que ceux des pays hôtes !

Sur le plan économique, aucun pays de cette région n'échappera à la guerre commerciale tous azimuts dans laquelle

s'est précipité Trump-II, et chacun va devoir trouver sa façon d'y faire face selon l'état et la nature de ses relations avec l'Amérique. Sur le plan stratégique, tout le monde, alliés ou non de Washington, retient son souffle devant les bouleversements inévitables de la carte géostratégique régionale qui s'annoncent, sachant qu'avec Trump-II, et au vu de sa façon de traiter avec mépris les alliés européens et l'Ukraine, il ne faudra plus compter sur les valeurs partagées ni les amitiés/alliances nouées jusqu'ici avec la capitale américaine. Dorénavant, c'est la loi des échanges transactionnels intéressés, chère au nouveau locataire de la Maison Blanche, qui va dominer toutes les relations de l'Amérique avec le reste du monde.

Dès avant le retour de M. Trump, l'ensemble de l'Asie, alliés ou non de l'Amérique, entretenait déjà un doute croissant sur la fiabilité de la « Pax Americana ». Le retour d'un président américain isolationniste, transactionnel et s'aliénant ses alliés européens, ne fait qu'accentuer la prémonition des alliés asiatiques comme le Japon, la Corée du Sud et Taïwan quant à la crédibilité de l'engagement américain à les défendre. L'on doute que M. Trump risquerait une guerre ouverte avec la puissante Chine pour défendre des alliés en Asie qui, de surcroît, ne « paient même pas la facture de leur protection américaine », à l'entendre.

C'est le sort de Taïwan qui est en tête des préoccupations stratégiques dans la région. Témoins de la façon dont M. Trump traite ses alliés européens et l'Ukraine, affichant au passage et sans le moindre scrupule son admiration pour un dictateur comme M. Poutine, une grande partie des acteurs de la région sont persuadés que l'homme d'affaires du Bureau Oval ne hésiterait pas à « lâcher » Taïwan en échange d'une concession avantageuse que lui concéderait l'autre dictateur siégeant à Pékin. Une telle éventualité aurait des répercussions stratégiques catastrophiques pour tous les autres alliés américains (Japon, Corée du Sud, Philippines...) en Asie et même pour l'Amérique elle-même.

L'attitude décomplexée de Trump-II à l'égard du dictateur russe en Europe dans le dossier ukrainien, amène les observateurs en Asie à ne plus exclure la possibilité de le voir se comporter de la même façon vis-à-vis des deux autres despotes en Asie : Xi Jinping et Kim Jong-Un. Dépendants de la plus ou moins large latitude des concessions que Trump

serait prêt à leur faire, Tokyo et Séoul (et peut-être aussi Taïwan) pourraient alors être tentés de s'embarquer sur une voie jugée tabou jusqu'ici : l'acquisition de leur propre armement nucléaire pour faire face, sans l'Amérique, aux États dotés à leur proximité. L'Asie du Nord-Est serait alors plongée dans une spirale dangereuse de course à l'armement nucléaire.

Asie du Nord-Est : chacun ses soucis avec Trump

• Chine

En pleine montée en puissance, la Chine suscite l'envie et la convoitise du fait de son énorme potentiel économique, mais aussi une appréhension générale face à sa musculature militaire renforcée qu'elle n'hésite pas à fléchir devant ses voisins et ses adversaires occidentaux. Émergeant du « siècle d'humiliation » infligée par l'occupation occidentale, la nouvelle Chine de Xi Jinping exige à sa façon le respect que le monde vouait par le passé à la Chine des Hans (l'empire Ming) d'avant la dynastie mandchoue Qing (1644-1911).

Alors que les activités économiques en accélération dans la région tournent autour de ce nouvel Empire, le réveil du géant représente une menace sécuritaire aussi bien pour ses voisins (Japon, Taïwan, Corée du Nord, pays de l'Asie du Sud-Est), avec lesquels subsistent des contentieux territoriaux, que pour l'Amérique dont la suprématie sur l'ensemble du Pacifique est de plus en plus contestée.

Dans l'immédiat, ses revendications territoriales sur l'ensemble de la Mer de Chine méridionale provoquent des tensions croissantes avec les pays limitrophes (Vietnam, Philippines, Malaisie), l'Amérique et ses alliés occidentaux. Pour contrer cette revendication illégitime (puisque rejetée en 2016 par la Cour permanente d'arbitrage (CPA) de La Haye) et empêcher que cet espace international ne soit transformé en un lac chinois, les marines américaine, française, allemande, britannique, australienne, néozélandaise et japonaise pratiquent régulièrement des démonstrations de « libre passage » dans les eaux internationales de cette mer.

S'ajoute la dispute sino-japonaise autour des îles Senkaku (appelées Diaoyutai par les Chinois) dont l'administration a été « confiées » au Japon par l'Amérique à la fin de la

Seconde Guerre mondiale, ce que contestent la Chine et, sur un ton moins véhément, Taïwan. Les incursions fréquentes des garde-côtes chinois dans les eaux territoriales de ces îles inhabitées constituent une menace de tous les instants pour Tokyo.

Il ne faut pas oublier non plus la menace chinoise très réelle et imminente qui pèse sur Taïwan n'excluant pas le recours à la force pour « unifier » (comprendre annexer) ce territoire devenu démocratique mais que Pékin considère comme sien alors qu'il a toujours été autonome (sans être « indépendant » *de jure*) et de surplus jamais administré par la RPC depuis sa fondation en 1949.

À plus grande échelle, les ambitions maritimes croissantes de la Chine sont en train de poser un défi à la prédominance stratégique américaine dans le Pacifique. Pour l'instant, la capacité de la flotte chinoise, avec ses deux – bientôt trois – porte-avions et ses sous-marins nucléaires d'attaque, est encore géographiquement restreinte par l'obligation de se faufiler à travers la première « chaîne » que forment les îles japonaises d'Okinawa et de Taïwan pour sortir en pleine mer dans le Pacifique. Mais Pékin place déjà ses pions en nouant avec des États-îles du Sud-Pacifique des accords sur les droits d'escale pour sa flotte militaire en échange d'une coopération économique généreuse.

Récemment, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, les deux alliés américains dans le Pacifique, ont eu la désagréable surprise d'assister, sans préavis, à un exercice à munitions réelles conduit par trois vaisseaux chinois dans la Mer de Tasman qui sépare les deux pays.

L'incident a tous les airs d'une provocation en direction de Washington porteuse du message que l'Amérique n'est plus seul maître dans le Pacifique.

Le Vice-Président Vance a averti l'Europe fin février que les États-Unis ne voulaient plus perdre leur temps avec les Européens quand leur attention se portait dorénavant principalement sur l'Asie, c'est-à-dire sur la Chine, son plus grand rival.

Le moment ne peut qu'être pire pour Pékin qui traverse actuellement un ralentissement spectaculaire de sa croissance

économique. Le tout dernier Congrès annuel du Peuple a d'ailleurs adopté début mars un objectif « officiel » de croissance plutôt modeste de 5%, sans avoir la conviction de pouvoir l'atteindre (mais le PCC pourra s'arranger pour qu'il le devienne). Les premiers décrets en forme de punitions tarifaires signés par Trump ont déjà provoqué un début d'exode des entreprises étrangères implantées en Chine, américaines en premier, pour lesquelles l'environnement s'était déjà sensiblement détérioré dans la mauvaise conjoncture politico-économique actuelle de ce pays qui ressemble de moins en moins à un eldorado.

Avec la promesse d'autres sanctions tarifaires venant de Washington, la Chine creuse ses tranchées et affirme sa détermination de répondre du tac au tac en s'attaquant aux produits américains.

Sur le plan stratégique, on ignore encore, avant la rencontre au sommet sino-américain prévue en juin, ce que M. Trump envisage concrètement à l'encontre de la Chine ou de l'Asie en général. Ses prises de position sur le dossier brûlant de Taïwan par exemple évoluent de façon chaotique au quotidien, laissant soupçonner une inquiétante ignorance du dossier. Il s'offusque non sans raison de l'énorme déséquilibre de la balance commerciale en faveur de Pékin. Il se plaint de la présence chinoise croissante partout dans le monde, notamment aux deux extrémités du Canal de Panama (dont les ports ont depuis été rachetés par Washington) et au Groenland, qui se présentent dans sa bouche comme des projets d'annexion (et du Canada !). Il accuse aussi la Chine d'inonder son pays de fentanyl, un produit opiacé hautement addictif et létal.

Malgré tout, la Chine semble garder un certain optimisme quant à sa capacité à engager un dialogue constructif avec son rival américain. Du fait de son économie en berne, Pékin souhaite plutôt pour l'heure éviter de croiser le fer avec l'Amérique. Par ailleurs, connaissant maintenant bien la personnalité de M. Trump depuis son premier mandat, notamment son penchant particulier en faveur des autocrates, M. Xi semble être confiant de pouvoir trouver avec l'auto-proclamé « génie du marchandage » un accord « gagnant-gagnant » sur les grands dossiers qui occupent les deux superpuissances.

La Chine a beaucoup à gagner d'un tel dialogue surtout si elle parvient à intéresser le président des États-Unis à ses grands projets à l'échelle mondiale comme son initiative des nouvelles Route de la Soie, ou la proposition que Pékin avait faite (sans succès) du temps de Barack Obama d'un égal partage de l'Océan Pacifique entre les deux superpuissances.

- **Japon**

Premier allié de l'Amérique en Asie, le Japon, jadis deuxième puissance économique du monde, a perdu sa magnificence d'antan au cours de la dernière décennie face à la concurrence de la Chine et d'autres puissances émergentes comme la Corée du Sud et Taïwan.

À cause de sa maladresse dans le règlement définitif des séquelles d'une guerre qu'il avait déclenchée il y a près d'un siècle, à laquelle s'ajoute un litige territorial avec tous ses voisins sans exception, le pays du Soleil-Levant reste impopulaire dans la plupart des pays de l'Asie du Nord-Est. En plus de l'antagonisme idéologique, la Chine l'accuse aujourd'hui encore de refuser de reconnaître ses crimes de guerre commis il y a plus de 80 ans. Accusation partagée par la Corée du Sud, ancienne colonie japonaise, qui est pourtant un allié stratégique pour le Japon et l'Amérique. La Corée du Nord, avec son développement accéléré et incontrôlé de missiles balistiques et d'armes nucléaires, constitue, en plus de la Chine, une menace pressante pour Tokyo et Séoul. La Russie, alliée de Pékin et de Pyongyang, refuse de restituer au Japon les quatre îles (Kouriles) au nord de Hokkaido dont l'URSS s'était emparée après la défaite du Japon en 1945, laissant en suspens la question de la fin officielle des hostilités entre les deux pays. Il n'y a que Taïwan, en permanence menacée d'une annexion par la Chine, qui demeure véritablement nipponophile dans toute cette région.

Vivant sous la protection du parapluie nucléaire américain depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Japon, en contrepartie et dans le cadre du Traité de Sécurité nippo-américain, se montre un hôte particulièrement généreux à l'égard de l'armée américaine qui maintient plus de 70 bases et 50 000 militaires répartis sur l'ensemble du territoire de l'archipel en se comportant comme le véritable maître du

pays.

Dans ce contexte, le premier souci de Tokyo face à l'avènement de Trump-II est celui des menaces généralisées de tarifs douaniers supplémentaires que ce dernier lance au monde entier. Avec une économie qui dépend largement des USA, le Japon s'empresse d'obtenir un « traitement spécial de faveur » de la part du nouveau président américain. A la différence des autres pays, il n'est jamais question pour Tokyo de « riposter » en utilisant les mêmes méthodes aux menaces de son suzerain dans cette guerre commerciale. Le Japon s'efforce donc, sans succès, de convaincre l'équipe de M. Trump de prendre en considération l'amitié personnelle que ce dernier avait nouée avec feu Abe Shinzo, ancien Premier ministre assassiné en 2022, ainsi que les énormes efforts d'investissements consentis jusqu'ici par le Japon aux USA, et les promesses d'autres à venir, pour obtenir ce « traitement de faveur » tant désiré par Tokyo.

Il est vrai que le nouveau locataire de la Maison Blanche tient souvent des propos « aimables » sur le Japon et a reçu l'actuel Premier ministre Ishiba dès sa prise de fonction (juste après Benjamin Netanyahu). Cette attitude amicale apparente n'a cependant pas empêché M. Trump de s'offusquer de l'énorme déficit commercial enregistré par son pays avec le Japon et de crier au scandale en découvrant une soi-disant inégalité au détriment des USA dans les dispositions du Traité de Sécurité nippo-américain (voir supra). Ces prises de positions de M. Trump ont suffi pour convaincre Tokyo qu'il lui sera inévitable de devoir « payer » davantage pour satisfaire le président-homme d'affaires américain. La capitale nipponne s'est résignée à (devoir) payer des droits douaniers supplémentaires imposés par M. Trump, notamment pour ses exportations de voitures et d'acier. Ses exportations de voitures vers les USA par exemple verront augmenter leurs tarifs douaniers de 2,5% à 25%. Par ailleurs, Tokyo, avec sa sécurité nationale reposant entièrement sur le dispositif de sécurité nippo-américain, et en dépit de sa « Constitution pacifique », se résigne, devant la pression soutenue américaine (il n'est jamais question dans l'esprit de Tokyo de résister aux desiderata de l'Amérique !) à relever sensiblement son budget de défense. Prévu de passer à 2% de son PIB d'ici 2027, celui-ci devrait atteindre à

celui-ci devrait atteindre à terme 3% si l'on en croit les propos d'Elbridge Colby, nouveau Sous-secrétaire à la Défense. Et le Japon devra aussi payer davantage pour les frais d'entretien des forces US sur son sol.

- **Corée du Sud**

Face à la menace constante de son frère-voisin du Nord depuis l'armistice mettant fin (provisoirement ?) à la Guerre de Corée, Séoul est le 2ème plus important allié des États-Unis après le Japon dans la région. Démocratie prospère et hautement industrialisée, elle dépend fortement des forces américaines (plus de 30 000 soldats) stationnées sur son sol pour maintenir une paix fragile face à Pyongyang.

Sur le plan économique, cette nouvelle puissance industrielle semble se résigner à subir de plein fouet les attaques américaines en matière de droits douaniers supplémentaires. Le pays est actuellement immobilisé sur le plan diplomatique par la grave crise politique qu'elle traverse avec son chef d'État destitué, arrêté et inculpé pour avoir décrété la loi martiale en décembre 2024. La paralysie politique qui s'est ensuivie ne permet pas à Séoul de prendre les initiatives nécessaires vis-à-vis de Washington pour obtenir un régime de faveur.

Ceci étant dit, l'importance stratégique de ce pays, faisant face au pays autoritaire le plus dangereux au monde, ne permet pas à l'Amérique, même avec un président imprévisible et isolationniste, de l'ignorer. Trump par le passé a déjà menacé de retirer les troupes américaines si Séoul ne payait pas davantage pour leur maintien dans la péninsule. Anticipant la demande américaine, Séoul a rehaussé sa contribution de 8,3 % entre 2026 et 2030 (soit 1,3 Mds USD/an).

En plus de cette pression renouvelée de la part de l'Amérique de Trump pour un effort accru en matière de défense, les Sud-Coréens doivent aussi se préoccuper de l'amitié personnelle bien connue entre M. Trump et Kim Jong-Un, qui se sont rencontrés à plusieurs reprises lors de son premier mandat. Connaissant la personnalité imprévisible de Donald Trump, l'éventualité pour Séoul d'être trahie par l'Amérique à la suite d'une transaction Trump-Kim n'est pas à exclure.

L'incertitude croissante sur la fiabilité de l'allié américain semble avoir relancé à Séoul le débat sur la nécessité d'acquérir une indépendance en matière de défense nationale. Le débat comprend l'éventualité pour la Corée du Sud de se doter d'armes nucléaires afin de se protéger d'une Corée du Nord déjà reconnue (par inadvertance !) en tant que « puissance nucléaire » par Donald Trump. Une telle éventualité a toujours été catégoriquement rejetée par l'Amérique par souci de non-prolifération nucléaire. Or, l'Amérique n'est plus ce qu'elle a été et il n'est pas certain que son nouveau maître ait la moindre idée de la signification de la non-prolifération.

Certains experts, sur la base des propos tenus par M. Colby lors de son audition de confirmation au Sénat, soupçonnent que la nouvelle équipe à Washington pourrait entretenir l'idée de pousser Séoul à se charger de sa propre sécurité nationale afin de mettre les forces américaines stationnées en Corée au service d'un engagement contre la Chine en cas d'une agression par cette dernière de Taïwan.

- **Taïwan**

Comme nous l'avons décrit dans « Le Japon coincé entre la Chine et Taïwan » (voir le numéro de janvier 2025 de « Nouveaux Regards sur l'Asie »), l'île, première démocratie en Asie et jouissant d'une grande prospérité, est au centre des préoccupations stratégiques dans cette partie du monde. Constamment menacée d'annexion forcée par la Chine et exclue de la communauté internationale sous pression chinoise, l'île doit sa survie jusqu'ici à la détermination de l'Oncle Sam de la protéger.

Le sort de Taïwan comporte une importante incidence sur l'ensemble de la sécurité stratégique de cette région. Si les États-Unis décidaient d'abandonner l'île à son sort à la suite d'une transaction entre Xi Jinping et Trump Donald, comme ce dernier semble vouloir le faire actuellement avec l'Ukraine, cela remettrait totalement en question la crédibilité des alliances que l'Amérique entretient jusqu'ici dans la région. Une telle perte totale de confiance en l'Amérique lancerait nécessairement Tokyo et Séoul (et Taïwan ?) dans une course aux armements, pouvant aller jusqu'à l'acquisition rapide d'armes nucléaires du fait de leur degré d'avancement dans ce domaine.

Ce scénario ne pourrait que conduire à une explosion de la tension avec la Chine et la Corée du Nord déjà nucléarisées, transformant l'ensemble de la région en une formidable poudrière prête à exploser.

Un autre scénario plus pacifique mais non moins catastrophique pour l'hégémonie américaine dans la région est aussi envisageable : la perte éventuelle de Taïwan signifierait pour Tokyo et Séoul que la Chine prenne contrôle de leur route vitale d'approvisionnement en matières premières (pétrole, gaz...) en provenance du Moyen-Orient, laquelle passe au large de l'île. Ces deux alliés démocratiques de l'Amérique se verraient alors obligés de se plier davantage aux exigences diverses de la Chine communiste, finissant en fin de compte par rejoindre la sphère d'influence chinoise.

La région entière retient donc son souffle en attendant de voir comment l'homme d'affaires du Bureau ovale va se pencher sur le dossier épineux de Taïwan, connaissant le respect amical qu'il a pour le président chinois et sachant qu'avec lui et qu'au vu de sa façon de traiter les alliés européens, les intérêts passent avant les valeurs du monde libre.

Pour le moment, M. Trump laisse planer un flou sur ce qu'il a en tête pour Taïwan. Tantôt il rejette l'idée de risquer une guerre avec la Chine pour défendre une île « qui n'a même pas payé la facture de sa protection », tantôt il affirme vouloir punir la Chine de 200% de tarifs douaniers si cette dernière tente de s'emparer de l'île.

Par ailleurs, M. Trump a en février dernier fait une sortie virulente contre Taïwan qu'il accusait d'avoir « dérobé » aux États-Unis son industrie de semi-conducteurs. En fait, Taïwan, avec sa firme TSMC, est aujourd'hui le premier fournisseur mondial de microprocesseurs de pointe, un avantage qui constitue un atout majeur pour sa sécurité nationale. L'accusation soudaine de l'homme le plus puissant du monde a suscité une levée de boucliers à Taipei et, afin de ne pas s'aliéner M. Trump, a poussé TSMC à annoncer un investissement de l'ordre de 100 milliards de dollars en Arizona. Le projet a été accueilli avec satisfaction par Donald Trump qui n'a pu cependant s'empêcher de rajouter une remarque qui semble trahir une arrière-pensée plutôt inquiétante, à moins qu'il ne s'agisse que

que d'une mauvaise blague comme il en a pris l'habitude : « Maintenant que la technologie de pointe de TSMC va être transférée chez nous, nous n'avons plus à nous faire de soucis sur le sort de Taïwan ! »

Heureusement pour Taipei, en dépit du flou pesant sur les intentions du chef d'État américain, la nouvelle administration américaine semble continuer à fonctionner sur le mode de la défense de Taïwan, en conformité avec les dispositions du « Taiwan Relations Act » (TRA) qui a force de loi. Mais Taipei devrait consentir un budget de défense sensiblement supérieur, allant jusqu'à 10% de son PIB, comme l'a suggéré le nouveau Sous-secrétaire à la Défense précédemment cité. L'île devra par ailleurs effectuer un achat massif d'armes américaines pour calmer le mécontentement de M. Trump concernant le déséquilibre commercial bilatéral.

Certains experts, sur la base des propos tenus par M. Colby lors de son audition de confirmation au Sénat, soupçonnent que la nouvelle équipe à Washington pourrait entretenir l'idée de pousser Séoul à se charger de sa propre sécurité nationale afin de mettre les forces américaines stationnées en Corée au service d'un engagement contre la Chine en cas d'une agression par cette dernière de Taïwan.

• Corée du Nord

État paria, la Corée du Nord se voit constamment condamnée par les résolutions de l'ONU et à des sanctions de la communauté internationale, dans sa course démesurée en vue de se doter d'armes nucléaires et de missiles balistiques toujours plus puissants.

Sous la direction de KIM Jong-Un, cette course folle à l'armement affame sa population et inquiète ses voisins, dont en premier lieu Séoul et Tokyo. Sa politique en la matière a même mis mal à l'aise Pékin, son seul et véritable allié. La capitale chinoise semble en effet voir d'un mauvais œil le récent rapprochement entre Pyongyang et Moscou, avec l'engagement de troupes nord-coréennes aux côtés de celles de Moscou dans sa guerre contre l'Ukraine, qui s'accompagne en contrepartie pour Pyongyang d'une aide de la Russie dans le développement de son arsenal balistique, contribuant à davantage déstabiliser cette partie du monde.

À en juger par ses actions passées (essais nucléaires et tests de missiles intercontinentaux), on pourrait soupçonner que le dictateur nord-coréen tente par-dessus tout de faire reconnaître par Washington son statut de « puissance nucléaire » lui permettant de rivaliser avec les pays dotés. Ce n'est pas faute d'avoir essayé de l'atteindre à la suite de ses trois rencontres avec Trump-I en juin 2018 à Singapour, en février 2019 à Hanoï et en juin 2019 à Panmunjom, cette dernière n'ayant pas eu de suites. De surcroît, M. Trump, apparemment dans l'ignorance de la gravité de ses propos, a qualifié en février dernier la Corée du Nord de « puissance nucléaire », une qualification que la communauté internationale a soigneusement évitée jusqu'ici. Il accorde ce faisant à Kim Jong-Un le couronnement qu'il brigait depuis tant d'années et que la communauté internationale, dont précisément les USA, refusait justement de lui accorder.

Il est donc tout à fait possible que Trump-II, qui n'a de cesse de se vanter de sa relation amicale avec M. Kim, poursuive sur cette ligne de détente avec Pyongyang. Si tel était le cas, la question pour le moins préoccupante pour les alliés traditionnels de l'Amérique en Asie serait de savoir si le président américain irait jusqu'à pousser cette détente avec le Nord au mépris de ses intérêts avec le Sud, allant peut-être jusqu'à réduire sa présence militaire dans la zone.

Un tel scénario ne manquerait pas de plonger l'ensemble de l'Asie du Nord-Est dans la plus grande confusion stratégique jamais imaginée jusqu'à récemment.



Yo-Jung CHEN

Né en 1947 à Taïwan, CHEN Yo-Jung a grandi au Vietnam et à Hong Kong. Il a fait ses études supérieures au Japon puis a servi pendant 23 années à l'ambassade de France à Tokyo en tant qu'attaché de presse et traducteur interprète. Naturalisé Français en 1981, Chen Yo-Jung est devenu en 1994 fonctionnaire titulaire du Quai d'Orsay. Il a servi en tant que consul adjoint/conseiller de presse dans plusieurs postes diplomatiques et consulaires français, dont à Tokyo, Los Angeles, San Francisco, Singapour et Pékin, avant de prendre sa retraite au Japon en 2012.



Analyse

Où va la Thaïlande ?

Par Yves Carmona

C'est en vain que l'auteur de ces lignes chercherait dans ses articles un papier sur la Thaïlande : tous portent sur un cadre plus général, ASEAN ou autre. Il est vrai que le quotidien est couvert, mais ici on tente d'adopter un point de vue plus général sans écrire aussi longuement que dans les livres, qui au demeurant sur la « Terre des Thaïs » sont nombreux.

La Thaïlande, on la connaît surtout comme un lieu de tourisme : plages magnifiques, mer encore limpide, diversité des lieux et paysages, belles jeunes personnes très accessibles pour les adeptes du tourisme sexuel...

Et puis de temps à autre, elle est présente dans les médias comme lieu interlope, favorisant les activités frauduleuses notamment aux frontières – elles sont nombreuses et pas toujours contrôlées : Birmanie, Laos, Cambodge, Malaisie.

Un coup d'œil dans l'histoire récente fait de ce royaume une base logistique majeure des États-Unis pendant la guerre du Vietnam (1954-1975). Elle a alimenté ses troupes en adjuvants permettant de supporter les horreurs de la guerre mais, après la paix, elle a su se réconcilier avec ses voisins communistes Laos, Vietnam et Cambodge au sein de l'ASEAN, créée en 1967 par l'Indonésie, la Malaisie, Singapour, la Thaïlande et les Philippines et rejointe par le Brunei (1984), le Vietnam (1995), le Laos et la Birmanie (1997) et enfin le Cambodge (1999).

Jamais colonisée à la différence de ses voisins, ce dont elle est fière, monarchie constitutionnelle depuis 1932, la Thaïlande est une démocratie sans cesse remise en cause. Depuis le 16 août 2024, elle a une jeune Première ministre, Paetongtarn Shinawatra, 38 ans lors de son élection, alors que sa tante Yingluck avait été renversée par l'armée en 2014. Il est vrai que le système dynastique se porte bien à travers l'ensemble de l'Asie du Sud-Est. Thaksin Shinawatra, magnat des télécommunications et ancien Premier ministre, père de la nouvelle cheffe de gouvernement, a expliqué, lors d'un grand gala donné le 22 août 2024 en son honneur,

que la vision égalitaire de l'opposition était « impossible dans la société thaïlandaise », à cause du « système de séniorité ». Son propre parti s'efforce, a-t-il défendu, de « donner des opportunités égales » aux moins fortunés.

Il n'empêche, les coups d'État sont fréquents : 12 depuis 1932 et 7 tentatives, les militaires thaïlandais ont toujours joué un rôle majeur sur la scène politique thaïlandaise. Institution complexe et versatile, l'armée a, dans l'histoire, défendu avant tout ses propres intérêts, s'appuyant tantôt sur la monarchie, tantôt sur les classes défavorisées, à travers un discours nationaliste et populiste.

La scène la plus extraordinaire dans l'histoire récente de l'opposition entre l'armée qui n'échappe pas à la corruption et ses opposants est celle montrant en 1992 l'activiste Chamlong Srimuang, ancien gouverneur de Bangkok (1985-1992) et général très pieux, vénéré par 200 000 manifestants, prix Ramon Magsaysay (catégorie service gouvernemental) pour son intégrité,^[1] face au Premier ministre Suchinda Kraprayoon. Seule l'intervention du Roi Bhumibol Adulyadej, devant lequel les deux adversaires se prosternèrent en signe de soumission, met fin provisoirement à l'affrontement.

Le Roi actuel Rama X qui lui a succédé le 13 octobre 2016 ne bénéficie pas de la même popularité et préfère, comme c'était déjà le cas avant qu'il soit couronné... vivre en Bavière.

Or, le royaume de la Thaïlande n'est plus un pays en développement, son exubérante jeunesse bénéficie des meilleures universités de la région, les deux premières à Bangkok étant Chulalongkorn et

Thammasat, à l'issue d'un système éducatif de bon niveau : 93 % de la population est alphabétisée. Le cursus scolaire obligatoire dure 9 ans et l'accès à l'éducation est gratuit jusqu'à l'âge de 18 ans.

La jeune Première ministre, elle, est une héritière fortunée, amatrice de montres, sacs et voitures de luxe. Son pouvoir fait l'objet de critiques d'autant plus vives qu'au moins dans la capitale, les jeunes hommes et femmes ne s'en laissent pas compter et mènent une bataille permanente pour la démocratie.

La diversité de la « Terre des Thaïs » n'est pas que politique. Sur une superficie d'un peu plus de 500 000 km², elle présente de grandes différences topographiques, linguistiques – plus de 60 langues officiellement reconnues – culturelles, religieuses, culinaires entre provinces étagées du Nord au Sud. Globalement, la position stratégique du pays lui confère une grande influence sur l'Asie du Sud-Est mais bordée par les mers, elle est particulièrement sensible au changement climatique. Ses provinces méridionales bordant la Malaisie (Pattani, Yala et Narathiwat) et qui regroupent l'essentiel des 5% de musulmans que compte le pays sont en proie depuis 2004 à une insurrection séparatiste qui a fait de nombreuses victimes. Malgré les difficultés, le patriotisme – fierté d'être thaïlandais – y est perceptible.

D'après la Banque Mondiale, c'est une réussite du développement car elle a su passer d'une économie essentiellement agricole à un modèle moderne, industrialisé et stimulé par les exportations. Le taux de croissance a été en moyenne de 7,5% de 1960 à 1996, de 5% en 1999-2005 et le taux de pauvreté est passé de 42,5 % en 2000 à 6,3% en 2021. Mais une certaine stagnation sévit depuis le milieu des années 2010 que la COVID a encore accentuée pendant que l'écart entre les zones urbaines d'une part et le Sud et le Nord-Est d'autre part ne cessait de s'élargir. La Thaïlande a le taux d'inégalité (mesuré par le coefficient de Gini) le plus élevé d'Asie de l'Est et du Pacifique.

Après la crise Covid, la reprise a été faible et le taux de croissance est d'environ 2,4% en 2024 et ne devrait pas dépasser 2,7% en 2025 selon Supavud Saicheua, président du National Economic and Social Development Council. Il faut dire que l'expertise est rendue

aléatoire à la fois par les incertitudes de l'environnement international et par le poids (près de la moitié) de l'économie informelle.

Surtout, les investissements de lutte contre les accidents climatiques vont coûter cher. Les inondations de 2011 ont fait de nombreuses victimes et coûté 46 milliards \$.

Pourtant, la pollution, qui était telle à Bangkok dans les années 80 qu'il fallait relever les policiers aux carrefours toutes les 20 mn car, disait-on, la première préoccupation du chauffeur de taxi était d'enlever son pot d'échappement pour aller plus vite, a nettement diminué malgré des embouteillages impressionnants.

Dans un PIB qui reste le deuxième de l'ASEAN, groupement vers lequel vont la majorité de ses exportations, avant l'Union européenne et la Chine, le tourisme malgré son importance ne représente que 8%, ce qui met la Thaïlande relativement à l'abri quand sévit une crise comme la COVID.

La Thaïlande reste cependant un pays vulnérable à bien des égards, d'abord sur le plan naturel : le tsunami de 2004 y a fait un grand nombre de victimes.

Elle l'est aussi par rapport à son grand voisin : l'emprise de la Chine y va croissant. Un ami vivant en Asie du Sud-Est qui se rend souvent à Bangkok note lors d'un récent voyage :

« Les investissements chinois prennent le pas sur ceux des Japonais. Visuellement, on peut voir les grands panneaux publicitaires chinois le long de l'autoroute menant à l'aéroport, en particulier pour les véhicules électriques, qui supplantent les fabricants traditionnels de Toyota et de sa chaîne d'approvisionnement. Il y a tellement de marques chinoises de voitures électriques dans la rue qu'il est difficile pour le non-initié que je suis de les reconnaître toutes. Je pense que ce n'est qu'une question de temps lorsque les BYD remplaceront les Toyota dans ce monde. »

- Dans les rues de Bangkok, si la majorité des voitures sont encore japonaises, on peut remarquer qu'il s'agit surtout de l'ancienne génération de véhicules japonais, qui est probablement en train de disparaître. Le « Détroit » asiatique est en train de devenir chinois, car les voitures électriques chinoises, élégantes

et silencieuses, supplantent leurs concurrentes nippones.

On ne peut s'empêcher de comparer la situation à celle du marché automobile américain dans les années 70, lorsque les constructeurs automobiles américains sont passés d'une attitude condescendante à l'apparition des premières voitures japonaises à un effort désespéré pour obtenir du gouvernement américain la restriction volontaire à l'exportation (VER) imposée au Japon afin de réduire la concurrence.

- La question est de savoir comment les anciens constructeurs automobiles, qu'ils soient américains ou japonais, peuvent faire face à la surcapacité des fabricants chinois qui bénéficient de subventions publiques.
- Que se passera-t-il avec l'intelligence artificielle ? »

L'industrie automobile est déjà à 15% en dessous de son maximum historique, après avoir constitué un terrain de choix pour les délocalisations des marques japonaises. Le marché automobile thaïlandais a connu un début d'année 2025 difficile, avec des ventes en baisse de 10 % au cours des deux premiers mois par rapport à la même période l'an dernier.

Les ventes totales d'automobiles ont atteint environ 97 000 unités, les deux géants du secteur Toyota et Isuzu, ainsi que le constructeur de véhicules électriques BYD (Buy Your Dream), enregistrant des baisses notables.

Ce ralentissement est attribué à une combinaison de facteurs, notamment une reprise économique lente, un endettement élevé des ménages et un durcissement des conditions de crédit. Le segment des pick-up d'une tonne, indicateur clé de la santé économique, reste particulièrement faible.

L'industrie chinoise produit quant à elle avant tout pour le marché intérieur chinois.

Autre vulnérabilité, le « Triangle d'or » (Thaïlande, Laos et Cambodge) a été de longue date une zone de non-droit. L'auteur de ces lignes se souvient d'un voyage organisé dont les accompagnateurs exhortaient les clients à franchir les frontières sans visa. C'est là qu'aujourd'hui

poussent et repoussent chaque fois qu'ils sont démantelés casinos, maisons closes et réseaux de cybercriminalité alimentés par les gangs chinois (« triades »). Il faut dire que derrière l'image romanesque, le Triangle d'or a été le point de départ en alimentation en opiacés et autres adjuvants des troupes américaines qui menaient au Vietnam une guerre insupportable.

Le fleuve Mékong continue aujourd'hui d'abriter de fructueux trafics. Avec ses voisins birmans et chinois dont les gouvernements contrôlent peu ces régions lointaines quand ils ne ferment pas délibérément les yeux, les autorités thaïlandaises luttent contre le « cyber-esclavagisme » dénoncé par l'ONU selon laquelle 220 000 personnes auraient été piégées et forcées de se livrer aux escroqueries téléphoniques. Pas étonnant qu'un journal taïwanais ait récemment désigné comme « dangereux » la Thaïlande, le Vietnam, le Laos, la Birmanie et le Cambodge.

Malgré les actions de la Thaïlande contre des centres d'appels birmans qui ont eu des effets positifs sur certains, le pays reste dangereux en raison des autres centres d'appels en Birmanie, au Cambodge et au Laos.

Ainsi, sept ressortissants taïwanais figurent parmi les 260 étrangers transférés de Birmanie vers la Thaïlande en février dernier. Selon un général thaïlandais, beaucoup de ceux qui venaient de pays africains, transférés en Thaïlande en provenance de Birmanie affirment avoir été drogués lorsqu'ils ont été transportés à travers la frontière poreuse du district de Mae Sot dans la province de Tak à la ville de Myawaddy, et forcés à travailler dans des centres d'appel frauduleux – mais ont-ils vraiment été forcés ? Or la sécurité de 35 millions de touristes étrangers est d'une importance vitale pour le gouvernement et l'économie du pays.

Aussi, lors d'une réunion en février 2025 entre la Première ministre thaïlandaise Paetongtarn Shinawatra et le président chinois Xi Jinping, les deux parties se sont engagées à « poursuivre la coopération sécuritaire et juridique » pour faire face à la situation des crimes de fraude.

Juste avant cette visite, la Thaïlande a annoncé qu'elle couperait l'alimentation

électrique de certaines zones frontalières avec la Birmanie, un pays en pleine guerre civile, pour empêcher les activités de ces groupes criminels.

Voilà que la lutte contre les fraudeurs pourrait se retourner contre la Thaïlande : les touristes chinois sont importants pour l'industrie touristique thaïlandaise, mais leur nombre est en déclin. D'ici fin 2024, le nombre de visiteurs chinois en Thaïlande n'atteindra que 6,7 millions, contre 11 millions en 2019, avant la pandémie de Covid.

C'est pourquoi la Thaïlande a récemment intensifié ses efforts pour assurer la sécurité des touristes étrangers et a lancé une campagne de sensibilisation pour éviter que les gens ne soient victimes d'escroqueries.

En conclusion : la Thaïlande d'autrefois, celle des klongs (canaux) et de la vieille ville chinoise de Chang Mai, des rizières tenues avec soin et des campagnes où poussent les lotus avait un charme qui s'est étiolé ; le sur-tourisme à Pattaya ou à Phuket atteint des proportions inquiétantes.

La Thaïlande reste pour certains – entre autres des expatriés – le pays du sourire où il fait bon passer des vacances avec un service impeccable. En va-t-il de même pour les Thaïlandais ? Ayant séjourné dans un bungalow de vacances agréable, l'auteur de ces lignes continue de recevoir sans relâche la publicité de l'établissement. Quand a eu lieu le grand tsunami de 2004, une annonce est rapidement venue m'assurer que l'hôtel fonctionnait encore – mais impossible de savoir si le personnel local en avait réchappé.

[1] Fondé en 1957, ce prix récompense des personnalités ayant fait preuve d'excellence en Asie. Il se divise en six catégories : service gouvernemental ; service public ; leadership communautaire ; journalisme, littérature et arts de la communication créative ; paix et compréhension internationale ; leadership émergent. Le prix Ramon Magsaysay, du nom de l'ancien président des Philippines (1953-1957), est considéré comme le prix Nobel asiatique.



Yves Carmona

Ancien élève de l'ENA et diplomate, Yves Carmona a passé la plus grande partie de sa carrière en Asie : conseiller des Affaires étrangères au Japon à deux reprises, premier conseiller à Singapour et ambassadeur au Laos puis au Népal (2012-2018). Dans ces postes comme dans ceux qu'il a occupés à Paris, il a concentré, y compris comme étudiant en japonais, son attention sur l'évolution très rapide des pays d'Asie et de leurs relations avec la France et l'Europe. Désormais retraité, il s'attache à mettre son expérience à disposition de ceux et celles à qui elle peut être utile.



FONDATION FRANCE-ASIE

Fonds de préfiguration

La Fondation France-Asie est une Fondation indépendante consacrée aux relations entre la France et les pays d'Asie.

Créée en 2023, la Fondation France-Asie promeut les échanges entre les sociétés civiles française et asiatiques. Elle encourage le dialogue et le développement de nouveaux partenariats entre la France et les pays d'Asie, au service de valeurs partagées d'amitié entre les peuples, d'humanisme, de co-développement et de paix.

Président
Nicolas Macquin

Directeur Général
Thomas Mulhaupt

Directeur de la Publication
Jean-Raphaël Peytregnet

Édition
Clotilde Paillard



15 rue de la Bûcherie
75005 Paris
France

contact@fondationfranceasie.org
www.fondationfranceasie.org

Devenir contributeur :
jean-raphael.peytregnet@fondationfranceasie.org

La présente publication exprime les points de vue et opinions des auteurs individuels. En notre qualité de plateforme dédiée au partage d'informations et d'idées, notre objectif est de mettre en avant une pluralité de perspectives. Ainsi, il convient de ne pas interpréter les opinions exprimées ici comme étant celles de la Fondation France-Asie ou de ses affiliés.